

Projection et Analyse de soutenabilité de la dette publique extérieure Maliennne

Ben Hoppenstedt

Dans le cadre du séminaire sur la dette des pays en développement de M. Raffinot
Master 2 Expertise Economique du développement
IEDES - Paris 1 Panthéon Sorbonne

Mai 2007



Sommaire

Introduction	3
1 Présentation du Mali.....	4
1.1 Présentation générale.....	4
1.2 Situation économique.....	4
2 La Dette : Accumulation passée et évolution récente	7
2.1 Brefs rappels historiques	7
2.2 Les remises de dettes bilatérales et multilatérales.....	7
2.3 Le niveau de dette résiduelle.....	8
2.4 Quelle dette	8
3 Le Modèle et les projections de différents scénarios	9
3.1 Présentation du modèle	9
3.2 Projections de différents scénarios.....	10
3.2.1 Scénario de Base	10
3.2.2 Scénario de Base avec croissance aléatoire.....	10
3.2.3 Pression fiscale inférieure	11
3.2.4 Scénario de doublement de la dette dû à une nouvelle dévaluation.....	12
3.2.5 Scénario de Base avec croissance et déflateur du PIB aléatoire	13
3.2.6 Scénario avec Changement Climatique.....	14
3.3 Analyse transversale.....	14
Conclusion.....	15
Annexe	16
Table des Figures :	17
Bibliographie.....	17

Introduction

L'accès au crédit reste pour de nombreux pays en développement le principal moyen de financement permettant la mise en œuvre de projets, en faveur de la croissance à moyen et long terme ou de lutte contre la pauvreté. Ainsi, l'analyse de la soutenabilité de la dette à long terme est d'une importance particulière au Mali, car elle pourrait bien conditionner l'offre de capital, alors que les besoins d'investissement pour la construction d'infrastructures sont énormes. De plus, les récentes initiatives d'annulation de dette reposent la question de l'acceptabilité d'un nouvel endettement des pays pauvres dont chacun craint qu'il redevienne insoutenable. S'il en est ainsi, alors les bailleurs multilatéraux pourraient directement remplacer les prêts hautement concessionnels par des dons, ce qui éviterait de pénaliser les seuls « bon emprunteurs », mais réduirait également leurs moyens de financements.

La première partie de ce document est consacrée à la présentation générale et économique du Mali, pays extrêmement pauvre et aux conditions climatiques particulièrement difficiles. A cela s'ajoute sa position géographique enclavée, contribuant à l'avènement de situations d'insuffisance alimentaire et rendant le pays sensible à l'instabilité politique des pays avoisinants. Au niveau de la situation économique, l'accent sera mis sur une croissance forte mais très dépendante du secteur primaire et donc vulnérable à divers facteurs exogènes tels que les prix sur les marchés internationaux et l'aléa climatique conditionnant les récoltes.

La deuxième partie expose brièvement l'historique de la constitution de la dette publique malienne depuis l'indépendance ainsi que les récentes initiatives de remise de la dette bilatérale et multilatérale. La dette malienne est principalement de la dette publique externe. Ainsi à la vue de la disponibilité de tableaux récents des opérations financières de l'Etat, cela orientera le choix du modèle de projection de la dette publique. Présenté en troisième partie, ce modèle fera l'objet de plusieurs simulations sur une période de 100 ans selon différentes hypothèses fondées sur les observations émergeant de l'étude préalable. Les résultats de ces simulations seront analysés et permettront de voir que la soutenabilité de la dette malienne à très long terme n'est absolument pas prédéterminée mais dépendra essentiellement de l'évolution économique.

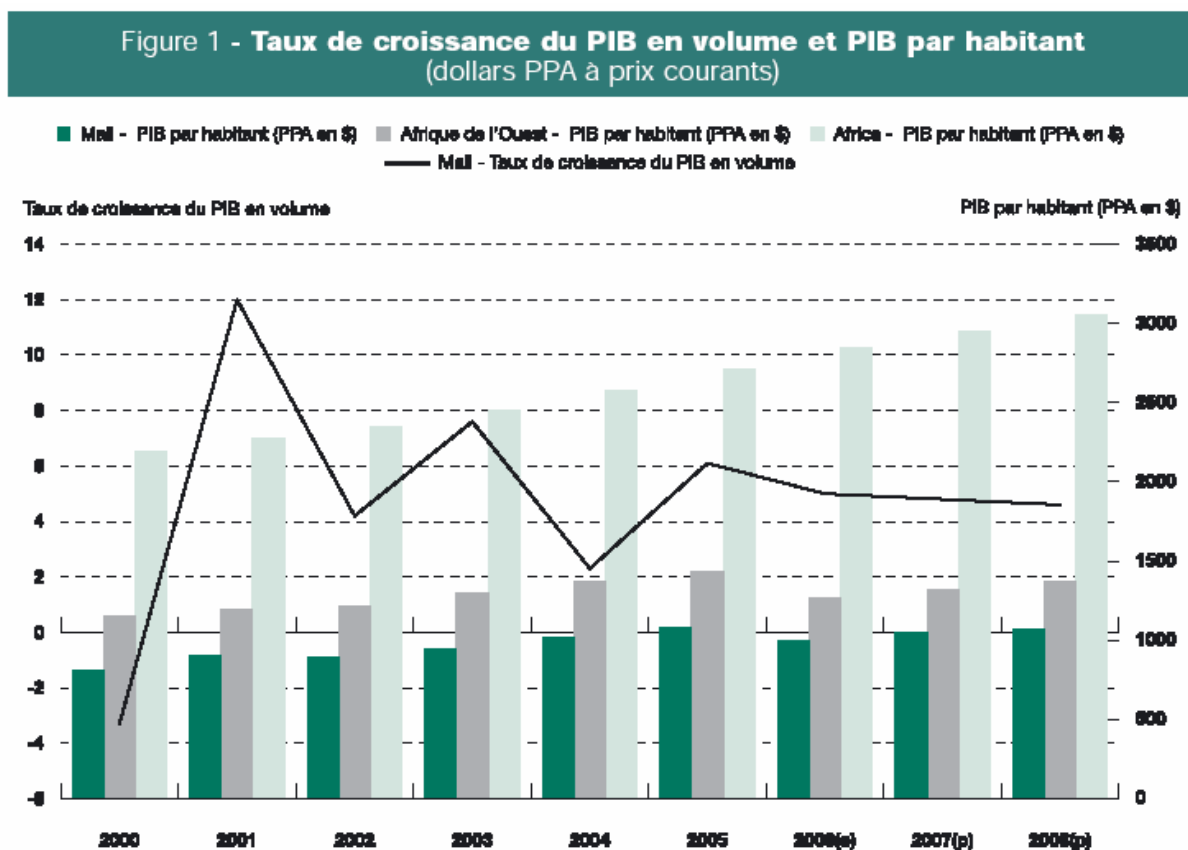
1 Présentation du Mali

1.1 Présentation générale

Pays d'Afrique subsaharienne, le Mali est parmi les plus pauvre du monde. En effet, l'indicateur de développement humain (IDH) calculé par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) le classe 175ème sur 177 en 2006. A ce jour, 70% de la population malienne vit de l'agriculture, 10% de l'élevage et 20 % de l'industrie et des services. Le nord du pays (65%) appartient au Sahara, le sud fait partie de l'Afrique sahélo soudanienne et profite largement des fleuves Sénégal et Niger qui le traverse. Ceux-ci permettent en effet le développement d'une agriculture irriguée bien plus productive que l'agriculture de décrue et pluviale, devenant de plus en plus difficiles et aléatoires. Cependant, ces zones irriguées sont encore sous-exploitées, notamment dans la région de l'Office du Niger où seuls 80 000 hectares sont actuellement aménagés pour la mise en culture irriguée sur une superficie potentielle totale de 1 million d'hectares. Ceci est principalement dû au manque de capitaux. Un accroissement de ces surfaces permettrait au Mali de réduire le risque alimentaire en cas de sécheresse, à condition de développer les infrastructures de transports nécessaires au désenclavement de certaines zones dans le nord où les prix alimentaires restent élevés.

1.2 Situation économique

Figure 1: Taux de croissance du PIB malien en volume



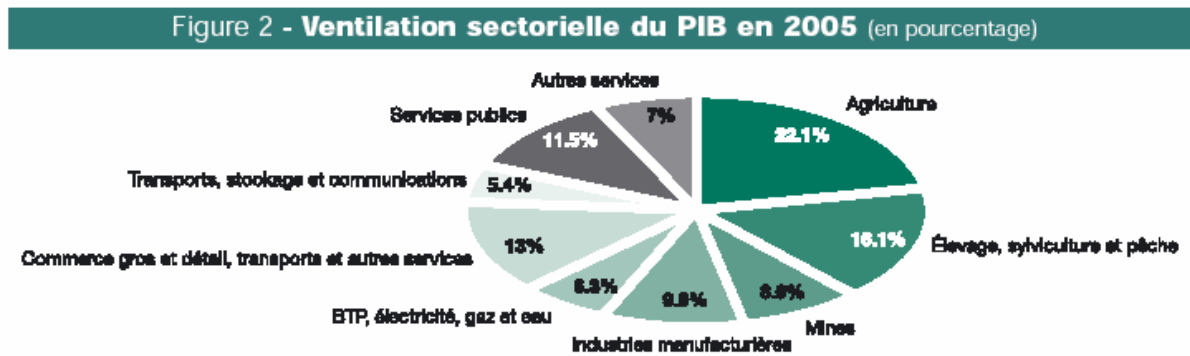
Source : Données du FMI et de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

<http://dx.doi.org/10.1787/228112786253>

source : Perspectives économiques BafD/OCDE 2007

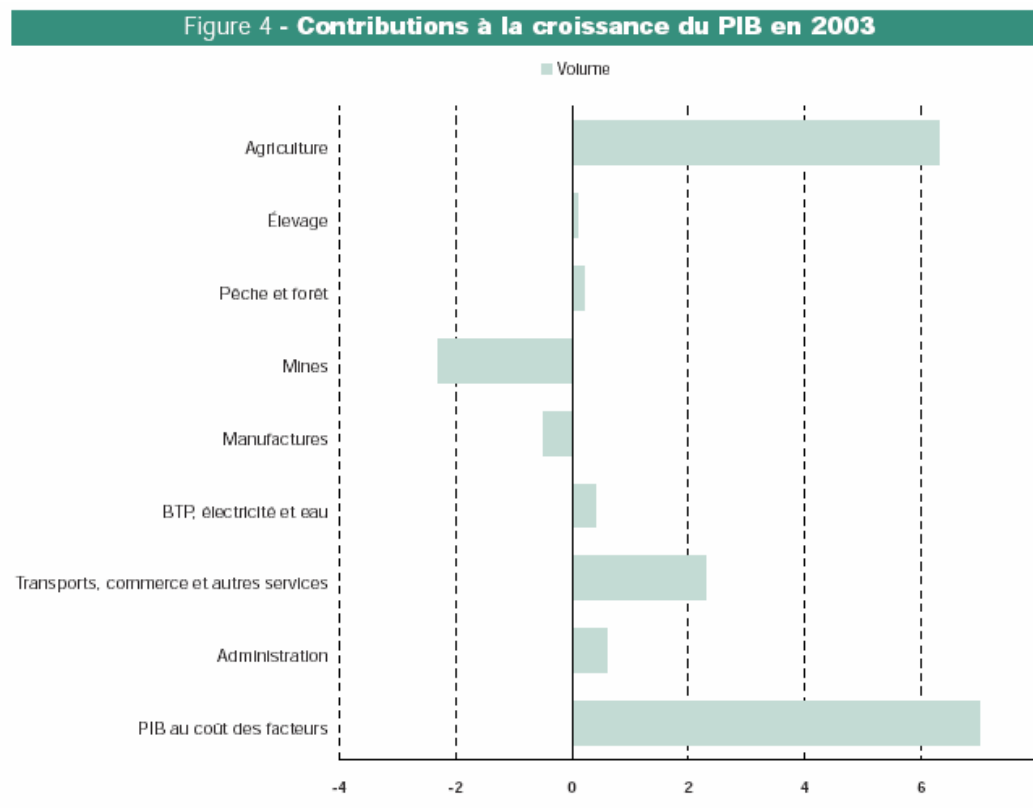
Le Mali est membre de l'UMEOA au sein de la zone franc. Ainsi, il a été concerné par la dévaluation du Franc CFA de 1994, laquelle semble avoir eu un effet positif sur l'économie, malgré l'effet d'alourdissement de la dette. Il semblerait qu'à long terme un scénario d'une nouvelle dévaluation du Franc CFA ne peut pas être totalement écartée, en particulier si l'euro vis-à-vis du dollar tend encore à se renforcer (cela ne veut pas dire qu'une dévaluation serait souhaitable). Dans les années 90, des réformes structurelles imposées par le FMI ainsi que la relative stabilité politique ont permis de porter la croissance moyenne du PIB à plus de 5% (sur les 10 dernières années). Celle-ci reste cependant très volatile.

Figure 2: ventilation sectorielle du PIB au Mali



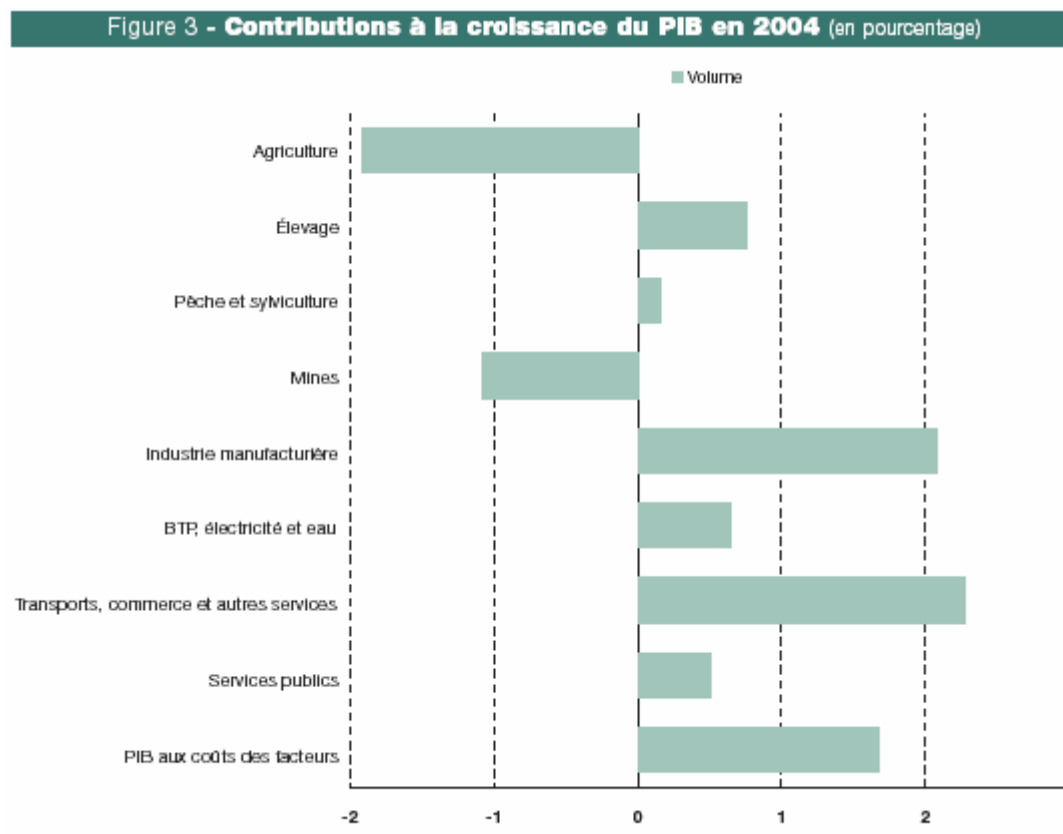
Source : Estimations des auteurs sur la base des données de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNS).
 source : Perspectives économiques Bafd/OCDE 2007

Figure 3: Contribution sectoriel au PIB malien en 2003



Source : Estimations des auteurs sur la base des données de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique.
 Source : Perspectives économique Bafd/OCDE 2004/2005

Figure 4: Contribution sectorielle au PIB malien en 2004



Source : Estimations des auteurs sur la base des données de la Direction nationale de la statistique et de l'informatique.

Source : Perspectives économiques BAFD/OCDE 2006

L'ensemble du secteur primaire est prépondérant dans l'économie malienne dont les exportations sont principalement l'or, le coton et l'élevage. Par ailleurs, l'agriculture et l'élevage ont une place majeure, notamment dans la composition du PIB, ces secteurs représentent à eux seuls largement plus de 30% (Figure 2). Mais il est surtout particulièrement intéressant de remarquer, au regard des graphiques représentant la contribution sectorielle de la croissance en 2003 et 2004 (Figure 3 et 4), l'importance de l'impact de la croissance du secteur agricole sur la croissance totale du PIB. On observe donc que la forte volatilité de la croissance du secteur agricole, dû à l'aléa climatique, se transmet à la croissance du PIB. Cela laisse supposer que l'évolution de l'agriculture malienne restera un enjeu important pour la croissance globale. C'est pourquoi dans l'analyse de l'évolution de la dette qui suit, un scénario de baisse des rendements agricoles à partir de 2020 est envisagé. Celle-ci pourrait être due par exemple à une baisse de la pluviométrie si aucune précaution n'est prise afin d'y faire face.

La croissance est également très dépendante d'autres facteurs exogènes tel que le climat politique des pays maritimes avoisinants par lequel le pays achemine ses marchandises. Malgré les efforts de diversification des ports, la crise ivoirienne a eu de graves effets sur le développement économique malien. Par exemple, la faillite de l'usine de filature Fitina dont les équipements étaient restés bloqués au port d'Abidjan. Les prix internationaux des matières premières qu'il exporte, en particulier celui du coton, à la baisse depuis plusieurs années, se répercutent négativement sur l'économie, notamment sur sa position extérieure, de même que le taux de change €/€ qui impacte de façon inégale les dépenses et les recettes. En effet, le secteur agricole dont une grande partie des intrants sont achetés en euro fort alors que le coton par exemple est coté en dollars s'en trouve pénalisé. Ceci aura un impact sur la capacité de remboursement du pays.

2 La Dette : Accumulation passée et évolution récente

2.1 Brefs rappels historiques

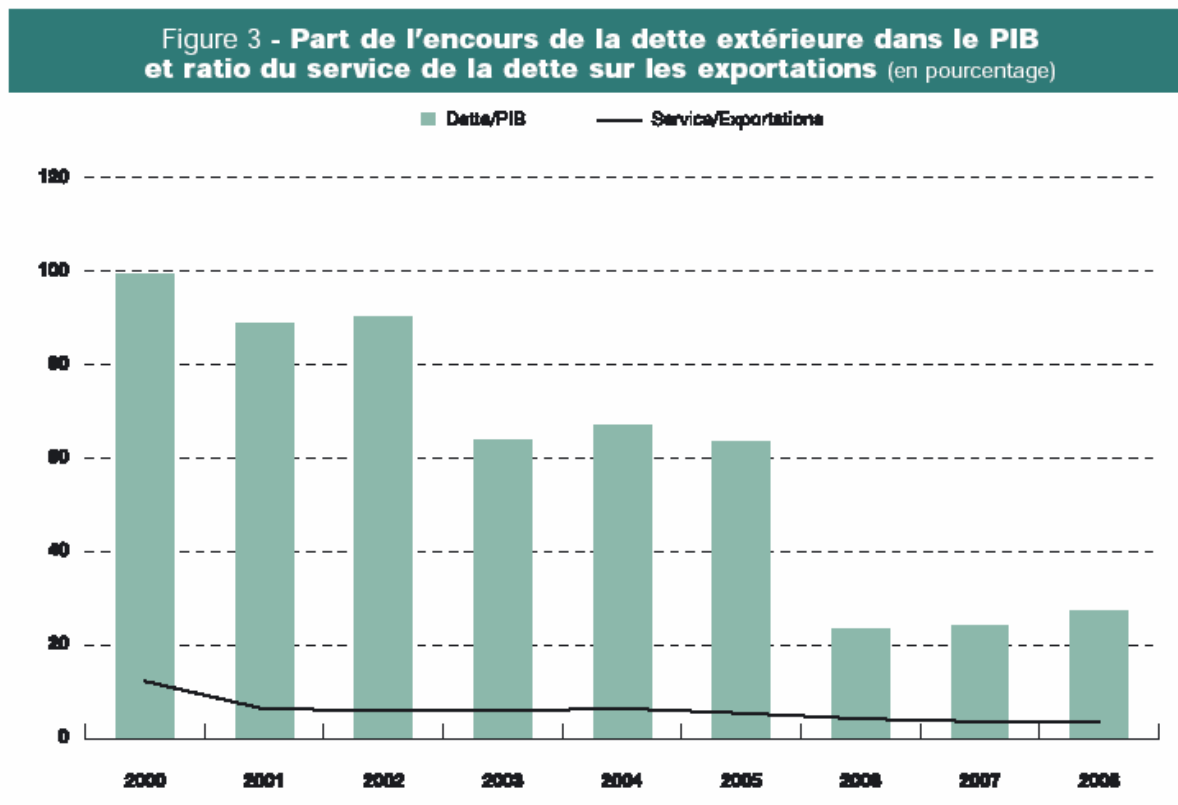
Avant la colonisation par la France en 1880, le Mali, bien qu'enclavé, profitait de sa position centrale en Afrique, assurant une activité commerciale intra africaine forte, en particulier le commerce de l'or. En 1961 après son indépendance, le Mali porte au pouvoir le socialiste Modibo Keita et s'endette lourdement, entre autres auprès de la Chine, sans pour autant parvenir à faire prospérer l'économie. En 1968, un putsch amène le futur dictateur Moussa Traoré au pouvoir pour les prochaines 23 années. Le Mali bénéficiera dans les années 1970 de nouveaux prêts des banques centrales qui, à cause de corruptions, détournements et mauvaises gestions, ne parviendront pas à poser les bases pour une croissance soutenue qui aurait été nécessaire au désendettement du pays. En 1980, la dette extérieure équivaut à la moitié du produit intérieur brut. Dès lors, la hausse des taux d'intérêts internationaux ainsi que la baisse progressive des prix du coton et la hausse des prix des intrants agricoles renforcent l'état de surendettement du pays. Depuis 1991, le Mali a retrouvé un gouvernement démocratique. La dévaluation du Franc CFA de 1994 a cependant entraîné une hausse substantielle du service de la dette ainsi que de la dette elle-même la rendant définitivement explosive.

2.2 Les remises de dettes bilatérales et multilatérales

Depuis, le Mali a bénéficié de plusieurs remises de dettes, dont l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés). Celle-ci a atteint en 2002 le point d'achèvement, annulant ainsi jusqu'à 90% des dettes bilatérales contractées par le passé, mais elle supposait le remboursement du solde. Ce dernier point n'a pas été sans poser de difficultés au gouvernement malien dû à la lourde dette exempte d'intérêts contractée auprès de la Chine pendant la période socialiste dont les remboursements avaient cessé il y a plus de 20 ans. Le solde de celle-ci restait après l'application des termes de l'initiative PPTE encore trop élevé pour être remboursé comme cela était alors demandé par la Chine. En 2006, l'IADM (Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale) a été mise en œuvre et a annulé la majorité des dettes contractées auprès du FMI (Fond Monétaire International), de la Banque Mondiale et de la BAD (Banque Africaine de Développement).

2.3 Le niveau de dette résiduelle

Figure 5: Evolution récente des ratios dette/PIB et dette/exportations



Source : FMI.

Source : Perspectives économiques Bafd/OCDE 2007

Suite aux massives remises de dette, le niveau actuel d'endettement ne paraît plus trop inquiétant, d'autant plus que les nouveaux prêts consentis principalement par les bailleurs internationaux comportent un fort degré de concessionnalité (taux d'intérêts de 0,5% à 0,75% selon les bailleurs), en respect du programme d'ajustement structurel du FMI interdisant les prêts non concessionnels aux pays bénéficiant du FRPC (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et de la Croissance).

2.4 Quelle dette

La dette dont il s'agit principalement au Mali est la dette publique externe. D'ailleurs, comme généralement dans les pays très pauvres, la dette publique et extérieure ont tendance à se confondre. En effet, le niveau de dette interne est très faible (inférieur à 2% du PIB) et il n'y a quasiment que l'état qui contracte des emprunts extérieurs. Cependant, étant donné que le Mali fait partie de la Zone Franc, le fait que l'endettement public soit extérieur ne risque pas de poser de problème particulier en ce qui concerne la disponibilité de devise. Par conséquent, nous traiterons dans la suite de la problématique de l'endettement public plutôt que de celle de l'endettement extérieur.

3 Le Modèle et les projections de différents scénarios

3.1 Présentation du modèle¹

Afin d'analyser au mieux la solvabilité de l'état pour traiter la problématique de l'endettement public, le modèle de projection de la dette a été construit principalement à partir du TOFE (Tableaux des Opérations Financières de l'Etat). Les données utilisées proviennent sauf indication contraire de documents du FMI compilés par le FMI en collaboration avec le gouvernement malien².

- **Les années de base :**

2004, 2005 et 2006 ont été retenues afin d'utiliser des données réalisées (2004) et d'inclure la réduction de dette multilatérale IADM qui eût lieu en 2006, ceci ayant permis de vérifier la cohérence avec les données projetées par le FMI pour 2007.

- **Les Hypothèses du modèle de Base** (Appliquées en général à partir de 2007) :

- Taux de Croissance du PIB = 5,5 et écart type = 4,2
- Taux de croissance du déflateur du PIB = 4,9 et écart type = 11,9 (calculé par le FMI sur les 10 dernières années)
- Pression fiscale de 19% du PIB semble relativement élevée (2005 et 2006 montrent 17% qui est également le niveau recommandé par un critère de convergence par la BCEAO).
- Taux de croissance des dépenses primaires à 10%
- Taux de croissance des dons de 5%
- Taux d'intérêts sur la dette publique = 0,7%

- **Le principe de simulation**

Au données des années de base sont appliqué les taux présenter dans les hypothèses sur une durée de 100 ans permettant une analyse de long terme de l'endettement public.

Pour les projections à partir du 3.2.2 un aléa est introduit dans la croissance du PIB selon les données du FMI (écart type du taux de croissance du PIB égal 4,2 conservant une moyenne de 5,5%) après quoi 1000 simulation sont réaliser sur lesquelles des intervalles de confiances à 95% sont calculé grâce a des statistiques simples.

¹ Voir structure du modèle et données des années de base en annexe

² Données calculées par le FMI sur les 10 dernières années et issues des documents « Debt Sustainability Analysis » December 15, 2005 du FMI et « Tableau des opérations financières de l'Etat, 2003-2007 »

3.2 Projections de différents scénarios

3.2.1 Scénario de Base

Figure 6: Projection sur 100 ans du ratio dette/recettes dans le modèle de base

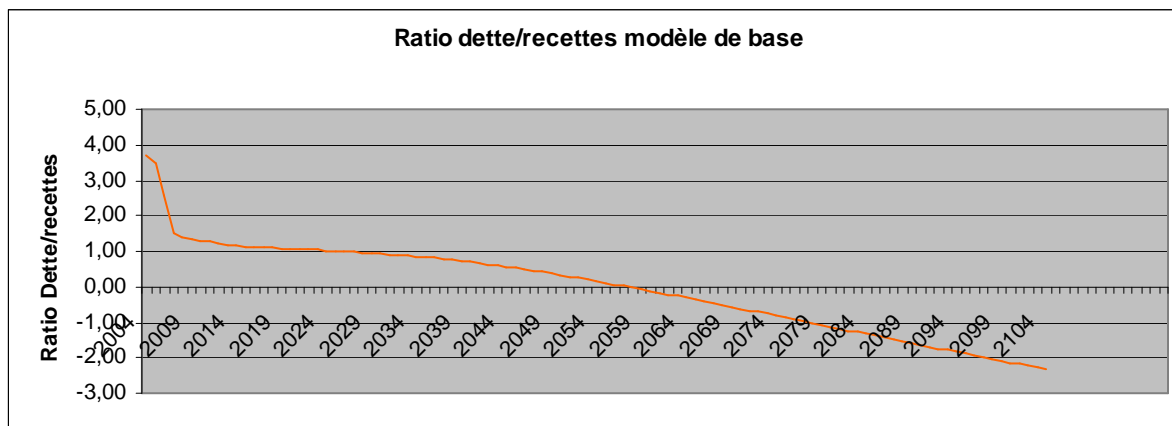
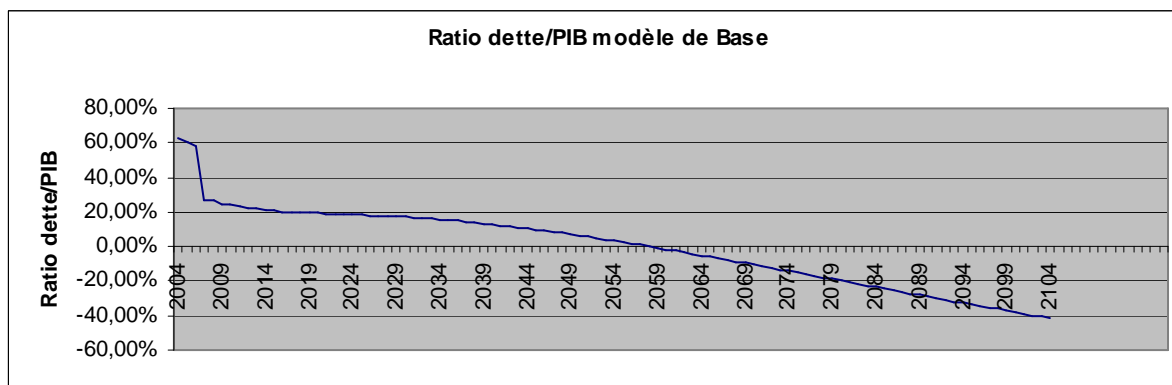


Figure 7: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB dans le modèle de base



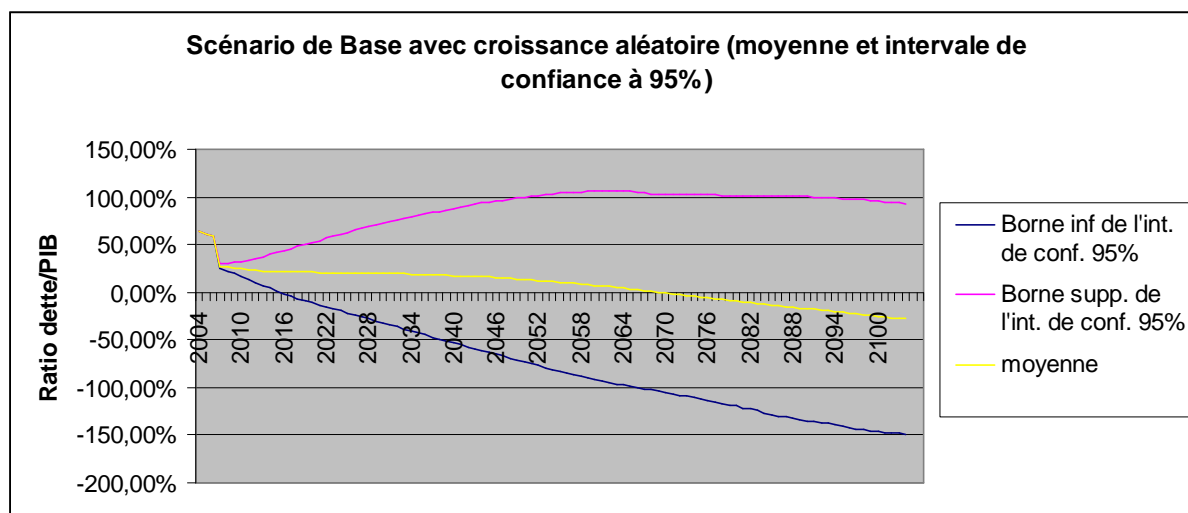
La projection de l'évolution de la dette avec le scénario de base selon les hypothèses utilisées par le FMI montre une évolution très saine de la dette. En effet les ratios de dette/Recette de l'état et de dette/PIB seraient décroissant dès cette année et le gouvernement Malien serait en situation de solvabilité, la dette s'annulerait à partir de 2057.

Cependant, il est important d'envisager différents scénarios aux vues de la forte volatilité de la croissance du PIB et du déflateur du PIB notamment, mais aussi d'une pression fiscale moins optimiste (observée par l'OCDE et la BAD dans les perspectives économiques de 2007), d'une dévaluation du Franc CFA ou bien encore d'une diminution tendancielle de la croissance du PIB à long terme dû à un effet du changement climatique par exemple.

3.2.2 Scénario de Base avec croissance aléatoire

Dans le modèle précédent, un aléa sur le taux de croissance du PIB selon une distribution normale de moyenne égale à 5,5 et d'écart type égale à 4,2 a été introduit selon les données calculées par le FMI sur les 10 dernières années. Après avoir fait 1000 simulations avec ce modèle, on en calcule la moyenne et l'intervalle de confiance à 95% qui permet d'obtenir le graphe suivant :

Figure 8: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire

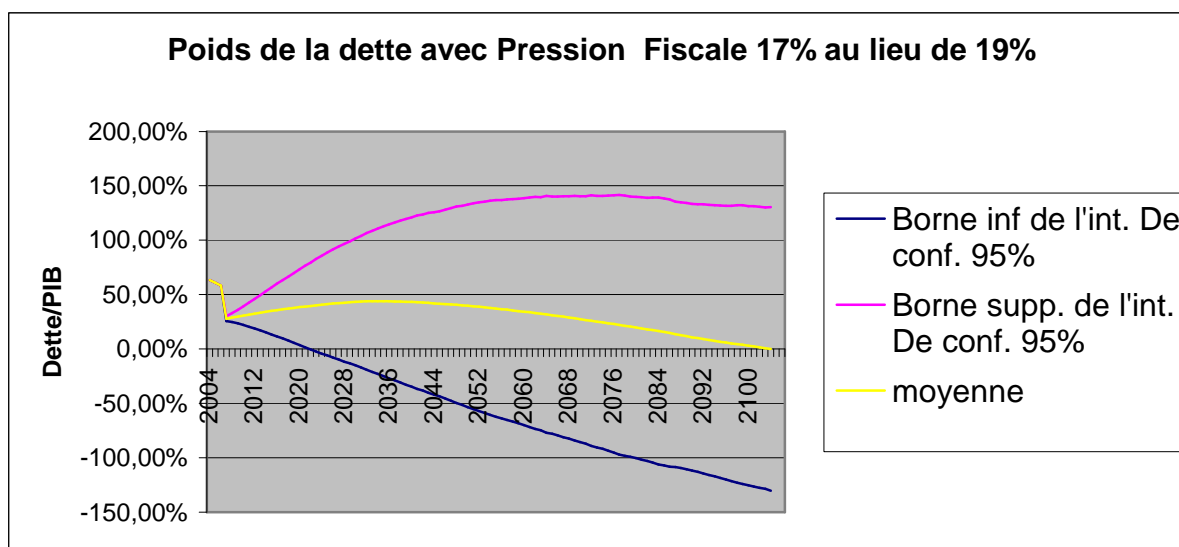


Selon cette projection la dette serait en moyenne solvable et s'annulerait dès l'année 2068. Le risque qu'elle dépasse 100% du PIB dans 100 ans est inférieur à 2,5% et il serait presque stabilisé depuis l'année 2040. Ainsi, on peut dire que dans ce cas la dette reste soutenable et aurait même de grandes chances d'être solvable.

3.2.3 Pression fiscale inférieure

En remplaçant dans le modèle précédant le taux de pression fiscale de 19% utilisé par le FMI pour ces projections de dette par celui de 17% que nous avons observé sur les données de 2004, 2005 et 2006 (niveau qui est également recommandé par les critères de convergence de l'UMEOA) le Graphique suivant est obtenu :

Figure 9: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire dont la pression fiscale est diminuée à 17%



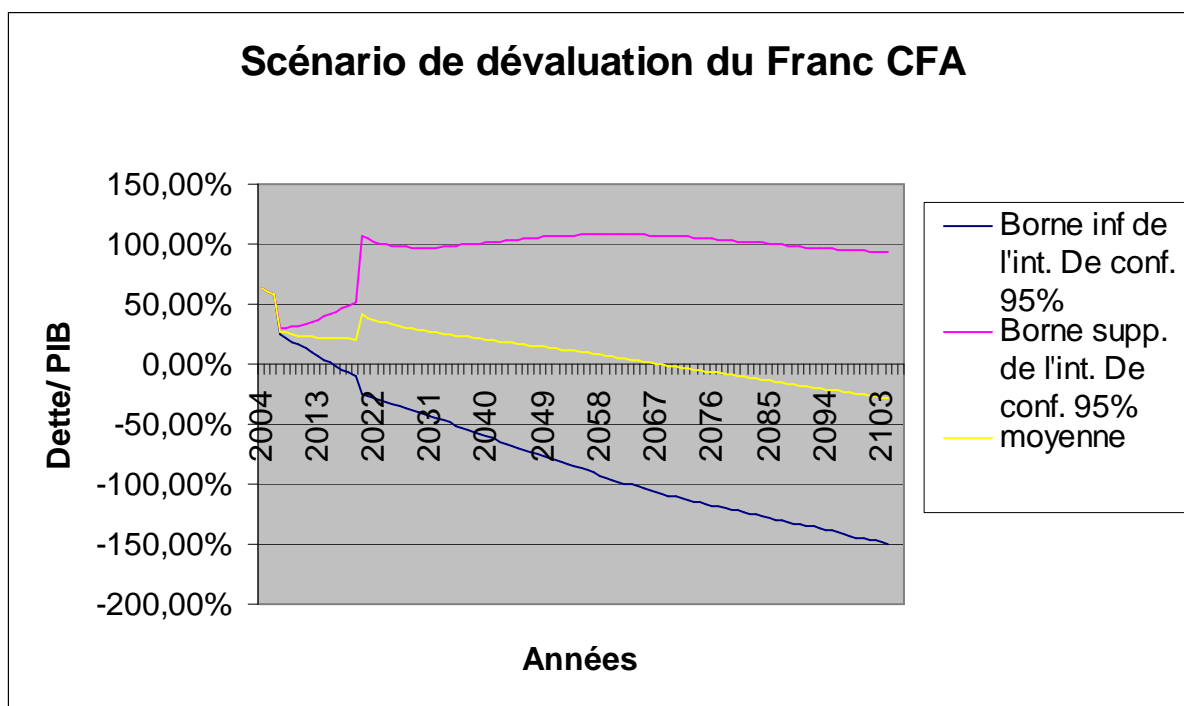
La dette resterait alors solvable et s'annulerait en moyenne en 2103. L'intervalle de confiance de 95% s'élargirait également. Dans ce cas, le risque que le niveau de dette dépasse 150% est

infime. La borne supérieure de l'intervalle de confiance décroît à partir de l'année 2064, après avoir atteint son maximum à 140% du PIB.

3.2.4 Scénario de doublement de la dette dû à une nouvelle dévaluation

Si on fait l'hypothèse d'une nouvelle dévaluation compétitive du Franc CFA qui serait modélisée en introduisant dans le modèle de base avec l'aléa sur la croissance un doublement du poids de la dette en 2020 (toutes choses égales par ailleurs), on obtiendrait alors la projection de dette suivante :

Figure 10: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire auquel est ajouté la simulation d'une dévaluation du Franc CFA en 2020.

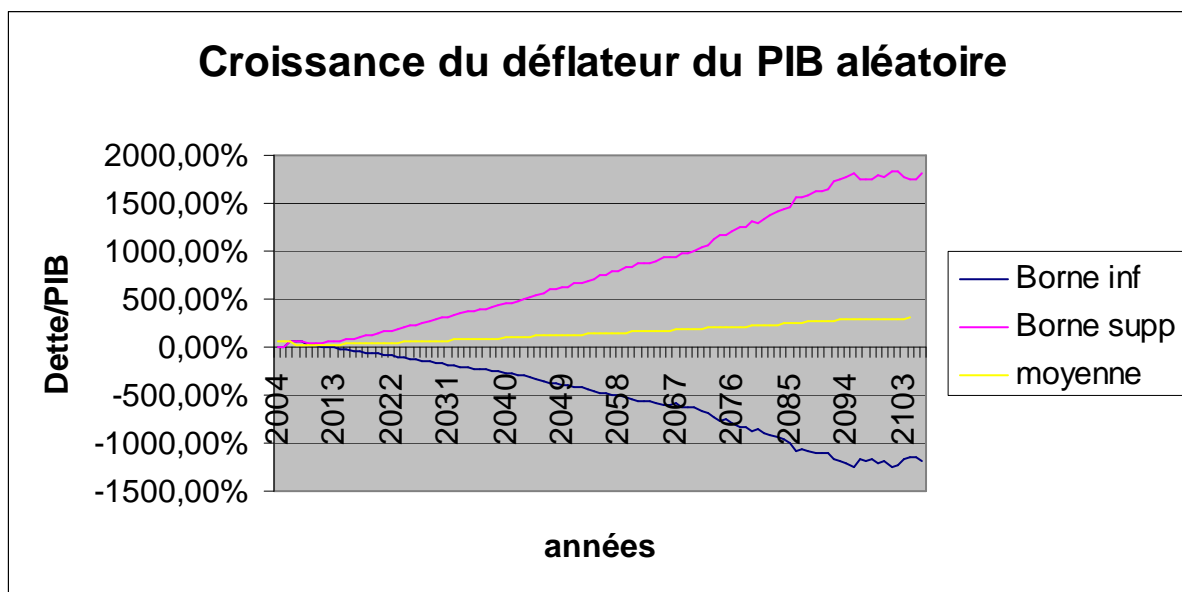


Il est particulièrement intéressant de remarquer que ce doublement de la dette ne remet pas en cause la soutenabilité de celle-ci dont la borne supérieure de l'intervalle de confiance à 95% atteindrait son maximum au niveau de dette/PIB 109% dès 2020 et entamerait sa décroissance à partir de 2060. En moyenne, la dette serait, même dans ce cas, soluble, s'annulant à partir de 2067.

3.2.5 Scénario de Base avec croissance et déflateur du PIB aléatoire

Si on introduit un aléa sur le taux de croissance du déflateur du PIB selon une distribution normale de moyenne égale à 4,9 et d'écart type égal à 11,9 selon les données calculées par le FMI sur les 10 dernières années dans le modèle de base avec la croissance aléatoire (3.2.2), on obtient le graphe suivant.

Figure 11: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB et croissance du déflateur du PIB aléatoire

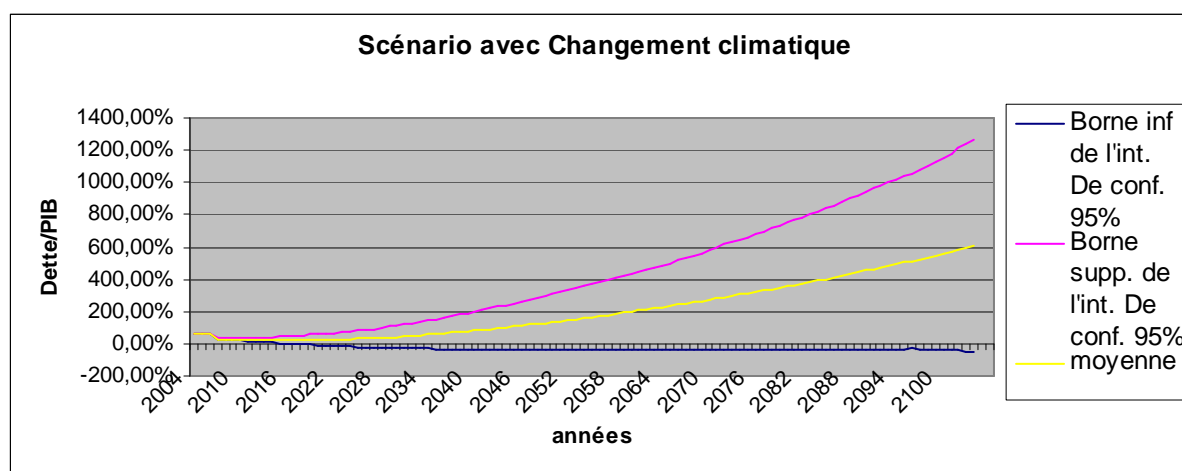


L'introduction de cette forte variabilité dans la croissance du déflateur du PIB, ajouté à la variation de la croissance du PIB en volume, affecte fortement la croissance du PIB en valeur la rendant extrêmement volatile. Cela pourrait remettre en cause la viabilité de la dette, et augmenteraient tellement la variance du ratio de dette sur le PIB qu'elle retirerait au modèle tout son pouvoir prédictif. Ainsi, dans ce cas, on ne peut plus exclure une explosion de la dette, c'est cela même qui semble se produire en moyenne. Ceci dit, ce que l'on peut conclure de cette simulation est qu'il convient d'être très prudent en travaillant avec des valeurs moyennes dans ce type de modèle où la variance a une importance majeure sur les résultats.

3.2.6 Scénario avec Changement Climatique

En supposant que le changement climatique ait pour effet tendanciel une réduction de la pluviométrie qui affecterait la production agricole et donc (comme cela a pu être observé sur les graphiques de contribution à la croissance en 1.2) le taux de croissance du PIB, dont le trend de long terme devrait alors être revu à la baisse, cette baisse de la croissance sera appliquée dans la projection représentée dans le graphique suivant. En effet, dans le modèle de base avec croissance du PIB aléatoire (déflateur du PIB fixe), la moyenne du taux de croissance est diminuée de 2%, passant ainsi de 5,5% en moyenne à 3,5% à partir de l'année 2020, afin de tenir compte d'une telle éventualité.

Figure 12: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire avec simulation de baisse pluviométrique abaissant le taux de croissance moyen à 3,5% au lieu de 5,5% à partir de 2020



Dans ce cas, la dette deviendrait rapidement explosive, y compris en moyenne car elle dépasserait 100% du PIB en 2043 et 200% du PIB dès 2061 et la chance que la dette soit soutenable serait relativement faible.

3.3 Analyse transversale

Tous ces scénarios, y compris les pires n'excluent pas le fait qu'il y ait des chances de se désendetter à plus ou moins longue échéance. La majorité des projections réalisées indiquent une dette soutenable ou même solvable à plus ou moins long terme. Les intervalles de confiance montrent en général que le risque de voir la dette exploser est faible. En effet, la borne supérieure de l'intervalle de confiance a tendance à se stabiliser à partir d'un certain seuil dans la plupart des cas.

Le principal facteur qui pourrait réellement remettre en cause la solvabilité de la dette serait si la croissance moyenne relativement élevée n'était pas au rendez vous sur le long terme. L'introduction d'une volatilité très forte sur le PIB en valeur dans ce modèle comme cela a été réalisé en intégrant la variance du taux de croissance du déflateur du PIB mais qui aurait également pu venir de l'introduction du taux de change en tant que variable aléatoire, enlève au modèle tout son pouvoir prédictif.

Enfin, la simulation de la dévaluation montre qu'un choc sur le niveau d'endettement à un moment donné a un impact bien moins grave sur la soutenabilité de la dette qu'une baisse sur le taux de croissance moyen réalisé dans le scénario avec changement climatique.

Conclusion

Une brève présentation du Mali, pays très pauvre, permet de remarquer que les besoins en investissements, notamment dans les infrastructures, sont énormes. Il est donc extrêmement important de conserver une situation d'endettement viable. La situation économique est assez encourageante ces dernières années avec une croissance relativement forte. Cependant, il faut être extrêmement prudent vu la fragilité de cette croissance très vulnérable par rapport à divers facteurs exogènes. Par ailleurs, grâce aux récentes initiatives de remise de dette le niveau d'endettement est faible (inférieur à 30%) et ne paraît plus trop inquiétant. Les chances qu'il soit soutenable voir solvable sont grandes, surtout que de nombreux investissements productifs tels que dans les infrastructures de transport ou d'électrification sont en cours et permettront probablement une augmentation du taux de croissance de long terme. Le risque de voir les ratios d'endettement exploser semble également réduit par les taux d'intérêts très faibles des nouveaux prêts consentis par les bailleurs. Ceci ne restera valable qu'à condition que l'engagement de ne pas contracter d'emprunts non concessionnels soit respecté dans le futur, ce qui est difficile à affirmer à la vue des conditions géopolitiques internationales et de la position que prennent les nouveaux bailleurs tels que l'Inde et la Chine en Afrique.

La modélisation de la projection de dette publique selon divers scénarios permettra de remarquer que selon les hypothèses de base retenues, le gouvernement malien semble solvable (dans la mesure où il remboursera la totalité de sa dette avant 2060). L'endettement resterait également soutenable voir solvable à long terme avec des conditions moins favorables (pression fiscale moindre) ou même en cas de choc tel qu'une dévaluation du Franc CFA provoquant un doublement du niveau d'endettement. Cependant, il faut noter que dans les projections qui précèdent il a été fait abstraction du taux de change euro/dollar donc les fluctuations trop imprévisibles pour que sa modélisation ait du sens, pourraient avoir un impact fort sur le poids de la dette majoritairement libellée en dollars dans le PIB malien en Franc CFA indexé à l'euro. D'ailleurs, lorsque la variance très forte de la croissance du défalqueur du PIB est introduite dans le modèle, celle-ci lui retire absolument tout son pouvoir prédictif.

Vu le niveau de dépendance de la croissance du PIB à des facteurs non maîtrisables, l'hypothèse faite dans le modèle de base selon laquelle celle-ci reste supérieure en moyenne à 5% est certainement très forte à long terme. Or, la simulation du dernier scénario supposant le changement climatique montre l'importance de cette hypothèse de croissance soutenue afin que l'endettement reste soutenable. L'observation de ce scénario montrant l'importance d'une croissance forte recoupé avec celui où la dette reste solvable malgré son doublement pourrait amener à conclure qu'un endettement massif à des fins productives permettant d'augmenter la croissance de long terme n'augmenterait probablement pas le risque de soutenabilité de la dette, et même au contraire. Autrement dit, les bailleurs devraient davantage mettre la main à la poche s'ils souhaitent être remboursés à long terme !

Annexe

5 premières années du modèle avec en jaune les données provenant des documents du FMI :

Hypothèses

Année	2004	2005	2006	2007	2008
Taux de croissance du PIB en valeur		6,1%	5,1%	5,5%	5,5%
Taux de croissance du déflateur du PIB		2,20%	5,50%	4,90%	4,90%
Pression fiscale		17,90%	17,00%	19,00%	19%
Taux de croissance des dépenses primaires		14%	14%	10%	10%
Taux de croissance des dons					5%
Taux d'intérêt sur la dette publique extérieure		1,06%	0,70%	0,70%	0,70%
Taux de change du dollar EU (fin de période)	498,4	541,5			

Année	0	1	2	3	4
PIB en volume base année 0	2 611	2 770	2 912	3 072	3 241
PIB en valeur	2 611	2 831	3 139	3 474	3 845
Indice déflateur	100	102	108	113	119

TOFE en Milliards de F. CFA

Recettes et dons	558	622	1 781	832	911
Recettes	454,7	507	534	660	731
Dons	103,3	115	1 248	172	180
Dépenses	625,8	713	805	887	966
Dépenses primaires	608,6	694	792	872	959
Intérêts	17,2	18,3	13	15,9	7
Déficit base engagement	-67,8	-91	976	-56	-55
Var Arriérés	7,9	-10	0		
Déficit base caisse	-59,9	-101	976	-56	-55
Financement net	59,9	101	-976	56	55
Intérieur	-15	-7	-91	-7	
Extérieur	75	109	-885	63	55
Déficit base caisse/ PIB	-2%	-4%	31%	-2%	-1%

ENCOURS DETTE

Dette publique extérieure

début de période	1647,541	1 722	1 831	945	1 008
fin de période	1 722	1 831	945	1 008	1 063

Année	2004	2005	2006	2007	2008
	0	1	2	3	4
dette/recettes	3,71	3,51	2,60	1,48	1,42
dette/PIB	63,10%	60,82%	58,32%	27,21%	26,22%

Table des Figures :

Figure 1: Taux de croissance du PIB malien en volume.....	4
Figure 2: ventilation sectorielle du PIB au Mali	5
Figure 3: Contribution sectoriel au PIB malien en 2003.....	5
Figure 4: Contribution sectorielle au PIB malien en 2004.....	6
Figure 5: Evolution récente des ratios dette/PIB et dette/exportations	8
Figure 6: Projection sur 100 ans du ratio dette/recettes dans le modèle de base	10
Figure 7: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB dans le modèle de base	10
Figure 8: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire	11
Figure 9: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire dont la pression fiscale est diminuée à 17%	11
Figure 10: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire auquel est ajouté la simulation d'une dévaluation du Franc CFA en 2020.....	12
Figure 11: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB et croissance du déflateur du PIB aléatoire.....	13
Figure 12: Projection sur 100 ans du ratio dette/PIB moyen et intervalle de confiance à 95% simulé à partir du modèle de base avec la croissance du PIB aléatoire avec simulation de baisse pluviométrique abaissant le taux de croissance moyen à 3,5% au lieu de 5,5% à partir de 2020	14

Bibliographie

Perspectives Economiques, BAfD/OCDE 2002/2003, 2004/2005, 2006, 2007

Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne, Fond Monétaire International, Avril 2007

Mali : Quatrième revue de l'accord de trois ans au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance et demande de dérogation pour non observation d'un critère de réalisation, Fond Monétaire International, Août 2006

Mali: 2005 Article IV Consultation and Second and Third Reviews Under the Poverty Reduction and Growth Facility, and Request for Waiver of Non observance of Performance Criteria—Staff Report; Staff Supplement on Debt Sustainability Analysis, Fond Monétaire International, Mars 2006